

# Point de Presse du Conseil d'Etat

---

17 février 2011

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat  
Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat  
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat



# Sommaire

---

Genève .....	4
Approbation avec remarque du budget 2011 de la Ville de Genève .....	4
Praille Acacias Vernets (PAV) : une étape décisive .....	5
Rénovation et transformation du bâtiment universitaire du 20, rue de l'Ecole-de-Médecine .....	5
Prévention du jeu excessif : aide financière accordée à l'association « Rien ne va plus » .....	6
Election des juges prud'hommes .....	6
Nomination.....	7
Agenda des invitations à la presse .....	8

## Approbation avec remarque du budget 2011 de la Ville de Genève

En application de la [loi sur l'administration des communes](#), le Conseil d'Etat a approuvé le budget 2011 de la Ville de Genève.

Le Conseil d'Etat a toutefois émis une remarque concernant la ligne budgétaire libellée « subventions accordées – personnes physiques », d'un montant de 10 millions de francs. Il rappelle que les sommes portées au budget de fonctionnement d'une commune sont des autorisations de dépenses accordées par le Conseil municipal, qui ne peuvent être utilisées que dans le respect du droit supérieur et du principe de la légalité. Ainsi, cette ligne budgétaire ne peut servir au versement de prestations complémentaires municipales venant s'ajouter aux prestations complémentaires fédérales et cantonales à l'AVS/AI, dans la mesure où elles ne sont pas conformes au droit supérieur. Le Conseil d'Etat l'a d'ailleurs constaté par arrêté du 13 février 2009 (voir [communiqué du 16 février 2009](#)) et rappelé dans la réserve émise à propos du budget 2010 (voir [point de presse du 17 février 2010](#)).



Conformément à sa position constante, en vertu du principe de « tolérabilité », le Conseil d'Etat autorise le Conseil administratif de la Ville de Genève à utiliser une partie de cette ligne budgétaire afin de ne pas péjorer la situation des bénéficiaires actuels des prestations complémentaires municipales. Les montants des prestations doivent être figés à leur niveau actuel et aucun nouveau bénéficiaire ne peut être admis.

En revanche, le Conseil d'Etat invite la Ville de Genève à utiliser une partie de cette ligne budgétaire à d'autres fins d'aide sociale, conformes au droit supérieur. Il souligne que la Ville pourrait utilement aider, par exemple, les personnes âgées ou handicapées victimes des effets de seuil induits par le régime fédéral des prestations complémentaires et qui ne peuvent, de ce fait, bénéficier des soutiens additionnels qui y sont liés (subsides d'assurance-maladie, frais médicaux, frais de transport, redevance radio-télévision, etc.).

*Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 41.*

---

## **Praille Acacias Vernets (PAV) : une étape décisive**

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant les limites de zones sur le territoire des villes de Genève, Carouge et Lancy, marquant ainsi un pas décisif vers la mutation du périmètre Praille Acacias Vernets en un centre urbain mixte. Le projet de loi doit maintenant être transmis au Grand Conseil.

Ce projet consiste en la création d'une zone 2 (quartiers édifiés sur le territoire des anciennes fortifications et des quartiers nettement urbains qui leur sont contigus), de diverses zones de développement 2, d'une zone de verdure et d'une zone de développement 2 prioritairement affectée à des activités mixtes. Les parcelles concernées sont actuellement, pour la plupart, en zone industrielle et artisanale ou en zone 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée) et zone de développement 3.

L'adoption de ce projet de loi marque une étape décisive vers la création concrète de nouveaux logements à Genève. La densification progressive, en fonction des relocalisations des entreprises existantes à l'intérieur et à l'extérieur du PAV, permettra la réalisation de plus de 10 000 nouveaux logements et l'accueil d'autant de nouveaux emplois, ainsi que la mise en place des équipements et des espaces publics correspondants. A terme, cette modification des limites de zones aboutira à la création d'un véritable centre urbain mixte, bénéficiant de l'excellente desserte actuelle en transports publics, bientôt renforcée par le CEVA.

Les Conseils municipaux des trois villes concernées ont tous trois rendu à l'automne 2010 des préavis favorables. L'enquête publique, pour sa part, n'a donné lieu qu'à huit lettres d'observation.

*Pour toute information complémentaire : Mme Pascale Lorenz, directrice du projet Praille Acacias Vernets, DCTI, ☎ 022 388 07 36, Internet: [http://www.ge.ch/dcti/presse/2011-02-17\\_conf.pdf](http://www.ge.ch/dcti/presse/2011-02-17_conf.pdf)*

---

## **Rénovation et transformation du bâtiment universitaire du 20, rue de l'Ecole-de-Médecine**

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté permettant de délivrer une autorisation de construire portant sur la transformation et la reconstruction d'une annexe au bâtiment universitaire sis 20, rue de l'Ecole-de-Médecine à Plainpalais. Cet arrêté prévoit également l'installation de panneaux solaires en toiture et de sondes géothermiques.

Les annexes actuelles, construites après le bâtiment principal, sont de très mauvaise qualité et ne respectent pas l'architecture de ce dernier. Leur démolition et reconstruction partielle permettront d'optimiser les surfaces utiles et d'accroître celles-ci d'environ 400 m<sup>2</sup>. Le nouvel édifice sur cour sera affecté aux laboratoires et aux bureaux des professeurs de la section de physique de l'Université de Genève. Après travaux, l'ensemble du site sera destiné uniquement à la faculté des sciences et plus particulièrement à la section de physique.

Les travaux, qui devront être réalisés dans le respect du patrimoine et en maintenant l'exploitation partielle du bâtiment, seront effectués en deux étapes successives et s'étaleront de 2012 à 2014.

Le Conseil d'Etat se prononcera prochainement sur le dépôt d'un projet de loi ouvrant un crédit d'investissement de 32,108 millions de francs en vue des travaux. Une subvention fédérale, estimée à 5 millions de francs, est attendue.

Déclaré monument classé en novembre 1987, l'ancienne école de médecine a été affectée, durant ces dernières années, à l'usage de la faculté des sciences - section de biologie ainsi que de la faculté des lettres et de l'Institut d'architecture.

*Pour tout complément d'information : Monsieur Pierre Perroud, chef de projets à la direction des investissements, du patrimoine et des actifs, DCTI, ☎ 022 546 62 22.*

---

### **Prévention du jeu excessif : aide financière accordée à l'association « Rien ne va plus »**

Conformément à la [loi genevoise sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005](#) (LIAF), le Conseil d'Etat a accordé une aide financière à l'association « Rien ne va plus » d'un montant annuel de 198'000 francs, pour les années 2011 et 2012.

Cette aide financière permettra à « Rien ne va plus » de délivrer des prestations en matière de prévention du jeu excessif de hasard et d'argent ainsi que du jeu excessif virtuel.

Cette aide est attribuée dans le cadre du programme de promotion de la santé et de prévention des maladies non transmissibles mis en œuvre par la direction générale de la santé.

*Pour toute information complémentaire : Mme Elisabeth Débenay, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 16.*

---

### **Election des juges prud'hommes**

Le Conseil d'Etat a fixé au jeudi 13 octobre 2011 la date de l'élection par le Grand Conseil des juges prud'hommes.

Le Grand Conseil sera amené à élire 360 juges prud'hommes issus des différents groupes professionnels stipulés dans la [loi sur le Tribunal des prud'hommes](#) (E 3 10).

Le délai pour le dépôt des listes de candidatures au service des votations et élections est fixé au lundi 30 mai 2011 à 12 heures.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.*

# Nomination

---

## Nouveau directeur du service d'audit et de contrôle interne des Hôpitaux universitaires de Genève



Sur proposition du conseil d'administration des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), le Conseil d'Etat a ratifié la promotion de **Monsieur Jean-Claude Mbeke Esaki** à la fonction de directeur du service d'audit et de contrôle interne des HUG.

Titulaire d'une licence en informatique de gestion et d'un doctorat en sciences économiques et sociales de l'Université de Genève, M. Mbeke Esaki travaille aux HUG depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997. Après avoir été promu concepteur en informatique le 1<sup>er</sup> janvier 1999 à la direction informatique de gestion, il occupe depuis le 1<sup>er</sup> février 2009 la fonction de responsable de domaine *Enterprise resource planning* (ERP) et logistique institutionnelle.

Expert des processus logistiques, financiers ou organisationnels définis dans le système d'information, M. Mbeke Esaki a géré plusieurs projets transversaux d'envergure. Dans ce cadre, M. Mbeke Esaki a participé activement à la mise en place de processus institutionnels et de procédures destinées à améliorer le contrôle et la qualité.

*Pour toute information complémentaire : Madame Thérèse Legerer, service de la communication des HUG, DARES, ☎ 022 372 60 06.*

---

# Agenda des invitations à la presse

---

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
28 février 14h30	Inauguration officielle de la tranchée couverte de Meyrin	<i>lieu à confirmer</i>	DCTI DIM	Rafaële Gross ☎ 022 327 94 24 et ☎ 076 313 01 25
8 mars 10h	Promotion économique	<i>lieu à confirmer</i>	DARES	Irina Sakharova ☎ 022 388 31 63